

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

AU TITRE DE L'ANIMATION DU SERVICE PUBLIC

DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DE L'HABITAT (SPPEH)

Entre la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération, située 1 avenue Saint-Martin - 26200 Montélimar et représentée par son Président, Julien CORNILLET,

Et

Le Centre pour l'Environnement et le Développement des Energies Renouvelables (CEDER), association régie par la loi du 1er juillet 1901, situé 15 avenue Paul Laurens - 26110 NYONS et représentée par son Président, Hervé JARDIN, dénommé ci-dessous « structure de mise en œuvre ».

- Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et son article 22, modifiant le chapitre II du titre III du livre II du code de l'énergie, précisant que le Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique et que celles-ci sont prioritairement mises en œuvre à l'échelle d'un ou de plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre,
- Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et son article 188 précisant que la Région constitue l'échelon pertinent pour coordonner les études, diffuser l'information et promouvoir les actions en matière d'efficacité énergétique et que celle-ci favorise, à l'échelon des établissements publics de coopération intercommunale, l'implantation de plateformes territoriales de la rénovation énergétique,
- Vu l'arrêté du 5 septembre 2019 portant validation du programme « Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,
- Vu la délibération du Conseil Régional Auvergne – Rhône Alpes n°CP-2020-07 / 07-37-4204 en date du 9 juillet 2020 approuvant le règlement de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour la mise en œuvre du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH),
- Vu la convention fixant les conditions de portage du SPPEH entre la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération (CAMA), la Communauté de communes Drôme Sud Provence (CCDSP), la Communauté de communes des Baronnie en Drôme Provençale (CCBDP), la Communauté de communes Dieulefit-Bourdeaux, la Communauté de communes Enclave des Papes – Pays de Grignan (CCEPPG),
- Considérant que le CEDER constitue un espace du réseau FAIRE, Faciliter, Accompagner et Informer pour la Rénovation Energétique, dont les conseillers accompagnent les particuliers dans leurs projets de rénovation énergétique de logements ou de petits locaux tertiaires privés,

Il est convenu ce qui suit

Préambule

La Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit la création du Service public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) et de son portage par les EPCI. Ce SPPEH prend le relais des services précédemment assurés par l'Espace Information Energie (CEDER) et par les Plateformes de la Rénovation à destination des propriétaires de logement privés et du petit tertiaire privé.

L'article L232-1 du Code de l'énergie détermine que « le service public de la performance énergétique de l'habitat assure l'accompagnement des consommateurs souhaitant diminuer leur consommation énergétique. Il assiste les propriétaires et les locataires dans la réalisation des travaux d'amélioration de la performance énergétique de leur logement et leur fournit des informations et des conseils personnalisés. »

L'article L232-2 du même code prévoit que ce service public de la performance énergétique de l'habitat s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique portées par un ou plusieurs EPCI afin de couvrir l'ensemble du territoire national. Ces plateformes ont une mission d'accueil, d'information et de conseil du consommateur. Elles fournissent à ce dernier les informations techniques, financières, fiscales et réglementaires nécessaires à l'élaboration de son projet de rénovation. Les conseils fournis sont personnalisés, gratuits et indépendants. Ces plateformes peuvent favoriser la mobilisation des professionnels et des acteurs locaux en vue de mettre en place des actions favorisant la rénovation énergétique des logements.

Un travail conduit en 2020, coordonné par le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes et la Préfecture de la Drôme, a acté la nécessité d'élargir le champ d'intervention des plateformes de la rénovation afin d'assurer une couverture la plus large possible pour l'ensemble des administrés de la Drôme et pouvoir mutualiser un service à une échelle intéressante. Ainsi, les Communautés de communes Drôme Sud Provence (CCDSP), Baronnies en Drôme Provençale (CCBDP), Dieulefit-Bourdeaux (CCDB) et Enclave des Papes – Pays de Grignan (CCEPPG) ont sollicité la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération (CAMA) afin d'assurer la gestion administrative du SPPEH et ont décidé de faire appel à une structure de mise en œuvre unique (CEDER) pour l'animation de ce service public.

Par ailleurs, les intercommunalités ci-dessus ont décidé de confier la gestion administrative du SPPEH à la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération et notamment le reversement de la subvention régionale à la structure de mise en œuvre unique (CEDER).

Article 1 : Objet et durée de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement, par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération (y compris sur le territoire des quatre autres EPCI et pour leur compte), du programme d'actions défini et présenté par la structure de mise en œuvre pour réaliser les missions du SPPEH, décrits à l'article 2.

Ce programme d'actions est défini à l'échelle du territoire des 5 EPCI ayant répondu

La structure de mise en œuvre assure la responsabilité de la réalisation du programme d'actions défini à l'article 2. Elle sera seule responsable de l'utilisation de la contribution versée par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération.

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au 1^{er} janvier 2023 et ce jusqu'au 31 décembre 2023 afin de répondre au déploiement du SPPEH sur le territoire régional.

Article 2 – Programme d'action

La structure de mise en œuvre s'engage à réaliser sous sa responsabilité la réalisation des actions suivantes dans le cadre de l'animation du SPPEH :

- Au titre de l'information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement :
 - information de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
 - conseil personnalisé aux ménages ;
 - accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale.
- Au titre de l'information, conseil du petit tertiaire privé pour rénover leurs locaux :
 - information de 1^{er} niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
 - conseil personnel aux entreprises.
- Au titre de la dynamique de rénovation :
 - sensibilisation, communication, animation des ménages ;
 - sensibilisation, communication, animation du petit tertiaire privé ;
 - sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux.

Le programme d'actions défini et présenté par la structure de mise en œuvre contribuera à la réalisation des objectifs du programme SARE :

- Renforcer la dynamique de rénovation énergétique des bâtiments (logements et petit tertiaire privés) en impliquant l'ensemble des collectivités territoriales et les professionnels ;
- Assurer un parcours complet d'accompagnement avec une couverture complète du territoire national. Ce parcours est assuré par une bonne articulation entre les Espaces Conseils France Rénov', les services d'accueil et de conseil : Maisons de l'habitat, Maisons France Services, les Communes, etc.
- Consolider et/ou compléter les dispositifs territoriaux existants, constitués des Espaces conseils France Rénov' (Espaces Info Energie, Plateformes territoriales de rénovation énergétique, etc.).

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 3						
DÉPENSES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Information de 1er niveau A1	810	500	560	280	141	2291
Information de 1er niveau A1 (€)	6 480,00 €	4 000,00 €	4 480,00 €	2 240,00 €	1 128,00 €	18 328,00 €
Conseil personnalisé aux ménages A2	610	430	470	250	124	1884
Conseil personnalisé aux ménages A2 (€)	30 500,00 €	21 500,00 €	23 500,00 €	12 500,00 €	6 200,00 €	94 200,00 €
Conseil personnalisé aux copros A2	5	10	-	-	2	17
Conseil personnalisé aux copros A2 (€)	750,00 €	1 500,00 €	- €	- €	300,00 €	2 550,00 €
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	1 650,00 €	1 000,00 €	1 200,00 €	250,00 €	250,00 €	4 350,00 €
Forfait A1/A2	7 844,16 €	5 081,28 €	2 545,92 €	1 129,44 €	1 089,96 €	17 690,76 €
Autres dépenses						- €
Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)	47 224,16 €	33 081,28 €	31 725,92 €	16 119,44 €	8 967,96 €	137 118,76 €
Accompagnement des ménages A4	70	50	25	22	12	179
Accompagnement des ménages A4 (€)	35 000,00 €	30 000,00 €	15 000,00 €	13 200,00 €	7 200,00 €	100 400,00 €
Accompagnement des copros A4	2	2	2	2	2	10
Accompagnement des copros A4 (€)	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	30 000,00 €
Accompagnement des ménages BBC A4	2	1		1	1	5
Accompagnement des ménages BBC A4 (€)	800,00 €	400,00 €	- €	400,00 €	400,00 €	2 000,00 €
Accompagnement des copros BBC A4		1				1
Accompagnement des copros BBC A4 (€)	- €	1 200,00 €	- €	- €	- €	1 200,00 €
Sous Total Axe 2 (Accompagner les ménages)	41 800,00 €	37 600,00 €	21 000,00 €	19 600,00 €	13 600,00 €	133 600,00 €
Information de 1er niveau B1	3	3	2	5	1	14
Information de 1er niveau B1 (€)	150,00 €	150,00 €	100,00 €	250,00 €	50,00 €	700,00 €
Conseil personnalisé aux entreprises B2	3	3	2	2	1	11
Conseil personnalisé aux entreprises B2 (€)	1 800,00 €	1 800,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	600,00 €	6 600,00 €
Sensibilisation, communication, animation petit tertiaire C2	300,00 €	945,68 €	473,824 €		202,854 €	1922,362567
Sous Total Axe 3 (Accompagner le petit tertiaire privé)	2 250,00 €	2 895,68 €	1 773,82 €	1 450,00 €	852,85 €	9 222,36 €
Structurer et animer les acteurs privés C3	1 000,00 €	3 387,52 €	1 697,28 €	752,96 €	726,64 €	7 564,40 €
Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et pr	1 000,00 €	3 387,52 €	1 697,28 €	752,96 €	726,64 €	7 564,40 €
Gestion administrative / Reporting opérateur	900,00 €					900,00 €
TOTAL DEPENSES	93 174,16 €	76 964,48 €	56 197,02 €	37 922,40 €	24 147,45 €	288 405,52 €

RECETTES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Prime Région 2022	29 393,52 €	16 514,16 €	8 274,24 €	3 670,68 €	3 542,37 €	61 394,97 €
Sous Total Prime Région	29 393,52 €	16 514,16 €	8 274,24 €	3 670,68 €	3 542,37 €	61 394,97 €
A1	3 240,00 €	2 000,00 €	2 240,00 €	1 120,00 €	564,00 €	9 164,00 €
A2 (1)	15 250,00 €	10 750,00 €	11 750,00 €	6 250,00 €	3 100,00 €	47 100,00 €
A2 (2)	375,00 €	750,00 €	- €	- €	150,00 €	1 275,00 €
C1	825,00 €	500,00 €	600,00 €	125,00 €	125,00 €	2 175,00 €
Forfait A1/A2	3 922,08 €	2 540,64 €	1 272,96 €	564,72 €	544,98 €	8 845,38 €
A4 (1)	17 500,00 €	15 000,00 €	7 500,00 €	6 600,00 €	3 600,00 €	50 200,00 €
A4 (2)	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €
A4 (3)	400,00 €	200,00 €	- €	200,00 €	200,00 €	1 000,00 €
A4 (4)	- €	600,00 €	- €	- €	- €	600,00 €
B1	75,00 €	75,00 €	50,00 €	125,00 €	25,00 €	350,00 €
B2	900,00 €	900,00 €	600,00 €	600,00 €	300,00 €	3 300,00 €
C2	150	472,84245	236,912	0	101,4268333	961,18 €
C3	500,00 €	1 693,76 €	848,64 €	376,48 €	363,32 €	3 782,20 €
Sous Total SARE	46 137,08 €	38 482,24 €	28 098,51 €	18 961,20 €	12 073,73 €	143 752,76 €
Sous Total Prime Région + CEE SARE	75 530,60 €	54 996,40 €	36 372,75 €	22 631,88 €	15 616,10 €	205 147,73 €
Participation EPCI 2023	17 643,56 €	21 968,08 €	19 824,27 €	15 290,52 €	8 531,36 €	83 257,79 €
Sous Total Collectivité locale	17 643,56 €	21 968,08 €	19 824,27 €	15 290,52 €	8 531,36 €	83 257,79 €
TOTAL	93 174,16 €	76 964,48 €	56 197,02 €	37 922,40 €	24 147,45 €	288 405,52 €

La structure de mise en œuvre s'engage à réaliser les actes métiers en vigueur tels que définis dans le guide des actes métiers du programme SARE décrit sur le site internet du ministère de la transition écologique et solidaire dans la rubrique dédiée au SARE : <https://www.ecologie.gouv.fr/service-daccompagnement-renovation-energetique-sare> .

La structure de mise en œuvre s'engage également à réaliser des permanences sur l'ensemble du territoire dont les lieux et fréquences seront définis directement avec chaque EPCI.

Sur le territoire de Montélimar-Agglomération, la structure de mise en œuvre s'engage à réaliser 2 demi-journées de permanence par semaine. Les porteurs de projets pourront également accéder au service :

- Par téléphone, en composant le 04 75 26 22 53. Ce numéro est accessible au moins 7 demi-journées par semaine.

- Par mail, en utilisant l'adresse infoenergie@ceder-provence.org

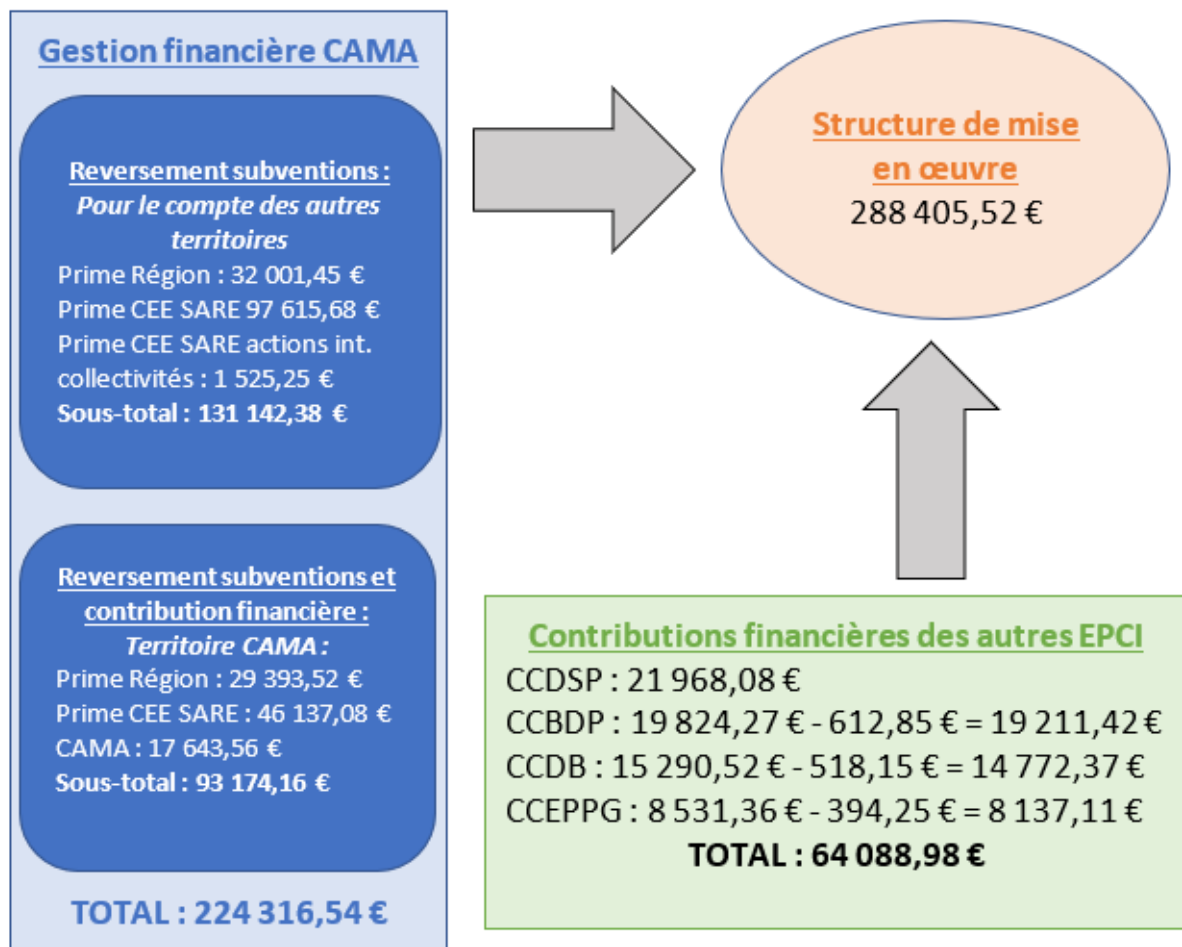
D'un commun accord entre les parties, le périmètre et les objectifs du programme d'actions pourront faire l'objet d'ajustements en cours d'exécution de la Convention.

Article 3 – Engagements de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération

3.1 Contribution financières

La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération assure la gestion administrative du SPPEH pour le compte des EPCI signataires de la convention en annexe 1. Elle est définie comme bénéficiaire principal des subventions Région dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour la mise en œuvre du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat. A ce titre, elle s'engage à soutenir la structure de mise en œuvre, pour la réalisation des actions mentionnées à l'article 2 pour un montant total maximum de 224 316,54 € pour la totalité de la durée de cette convention.

A titre d'information, les EPCI du territoire co-financeront également la structure de mise en œuvre.



Des conventions entre la structure de mise en œuvre et les EPCI formaliseront ce partenariat.

La subvention regroupant ces financements sera annuelle. Chaque année une demande de subvention auprès de la CAMA fera l'objet d'un dossier de demande d'aide par la structure de mise en œuvre selon les règles communes en vigueur.

A la fin de chaque année, l'atteinte des objectifs sera ré-évaluée et les volumes financiers de l'année à venir, adaptés en conséquence.

Il est entendu que **les seules dépenses éligibles au financement sont des dépenses de fonctionnement**.

Sont considérés comme éligibles les postes de dépenses suivants :

- les dépenses directes de personnel (salaires chargés non environnés) intervenant directement dans la mise en œuvre du programme au prorata du temps passé ;
- les frais de déplacement et de mission ;
- les équipements et prestations spécifiquement dédiés (exemple : supports de communication) ;
- les charges connexes : ensemble des charges (frais généraux, frais de structure, frais d'environnement, etc.) dans le cadre du règlement financier de la Région.
- les factures (prestations de services, achats, etc.) payées par la Structure de mise en œuvre dans le cadre du programme.

3.2 - Modalités de versement

Un premier acompte de 55 % de la subvention représentant un montant de 123 374 € sera effectué à la signature de la convention sous réserve de l'encaissement de l'avance de la subvention Régionale par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération dans le cadre de la convention attributive de subvention annuelle entre la Région et la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération.

Le solde de la subvention se fera après remise d'un rapport par le CEDER.

Le paiement dû par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération sera effectué sur le compte bancaire suivant de la Structure de mise en œuvre :

Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
10278	08939	00020027801	80

Banque : Crédit Mutuel

Titulaire du compte : CEDER

Article 4 – Engagements de la structure de mise en œuvre

La structure de mise en œuvre prend les engagements suivants pour toute la durée de la convention :

- **En terme d'engagement opérationnel** : mobiliser les moyens humains et financiers nécessaires à la bonne réalisation des actions listées à l'article 2.
- **En terme de mobilisation de la subvention** : utiliser la contribution versée par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération en vue de la stricte réalisation du programme d'actions défini à l'article 2.
- **En terme de communication** :

Valoriser le soutien financier des collectivités (Région et EPCI) et faire figurer les logos de la Région, des EPCI, de l'ADEME, de la campagne France Rénov' et des CEE sur ses documents, courriers/courriels et publications officielles de communication, dans le cadre de la réalisation de toute action se rapportant au programme. L'usage de ces logos est limité au cadre légal et temporel du programme SARE.

La structure de mise en œuvre s'engage à faire valider à la CAMA tous documents de communication avant leur diffusion.

Les locaux hébergeant les conseillers France Rénov' devront obligatoirement être signalés par une plaque identifiant la Région, visible du public, fournie par la Région et posée par structure de mise en œuvre.

Solliciter la présence de la Région et des EPCI dans les événementiels liés aux actions. Faire mention de la campagne nationale France Rénov' et du soutien de la Région et des EPCI dans ses rapports avec les médias.

- **En terme d'outils numériques** :

Utiliser et alimenter des outils numériques mis en place par l'ADEME pour permettre le suivi du programme SARE sur son territoire.

Alimenter et promouvoir auprès des Bénéficiaires, « SIMUL'AIDES », outil numérique permettant, grâce à un simulateur, d'identifier les aides financières mobilisables pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique.

- **En terme de suivi et d'évaluation** :

Établir un bilan d'activité et de réalisation annuel.

Saisir chaque mois, les indicateurs de reporting et de suivi du programme SARE (liste à consulter sur le site internet du ministère de la transition écologique et solidaire dans la rubrique dédiée au SARE : <https://www.ecologie.gouv.fr/service-daccompagnement-renovation-energetique-sare>), dans le « Tableau de Bord SARE » (TBS) mis à en place par l'ADEME.

Transmettre, tous les deux mois, les indicateurs de suivi à la collectivité.

Il est expressément rappelé que la remontée des indicateurs cité plus haut conditionne les appels de fonds du Porteur associé auprès des Obligés, lors des COPIL REGIONAUX. La remontée des indicateurs, dans l'intervalle défini à l'alinéa précédent, constitue donc une condition essentielle et déterminante du versement de la subvention.

Article 5 – Contrôle

5.1 Modalités d'exercice du contrôle

En application de l'article 6.4 de la convention nationale conclue entre l'Etat, l'ADEME, l'Anah et les Obligés le 7 mai 2020, l'ADEME Porteur pilote du programme SARE peut faire l'objet d'un contrôle du PNCEE (Pôle National des Certificats d'Energie).

La Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC) peut demander, à tout moment avant la fin du programme, à l'ADEME et à la Région de réaliser, ou de faire réaliser, un audit sur la situation du Programme, par un auditeur choisi par la DGEC.

A ce titre, la structure de mise en œuvre s'engage à faire toutes diligences pour permettre à l'auditeur ou au contrôleur désigné par le PNCEE ou la DGEC, de remplir sa mission. Il s'engage à donner à l'auditeur ou au contrôleur désigné un droit d'accès à ses locaux, ses sites et son siège.

Par ailleurs, indépendamment des audits diligentés par le PNCEE, la DGEC ou l'ADEME, la Région pourra procéder à tout contrôle qu'elle jugera utile, directement ou par des personnes dûment mandatées par elle, pour s'assurer de la bonne utilisation de la contribution et du respect des engagements pris.

5.2 Conservation et mise à disposition des justificatifs en cas de contrôle

La structure de mise en œuvre s'engage à conserver l'ensemble des justificatifs de dépenses liés à la mise en œuvre du programme d'actions défini à l'article 2, pendant toute la durée de la Convention et au-delà, pendant la durée de conservation des pièces comptables, documents fiscaux, sociaux, civils et commerciaux définis par la loi.

En cas de contrôle (du PNCEE, de la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC), de l'ADEME, de la Région ou de tout autre organisme habilité), la structure de mise en œuvre s'engage à mettre à disposition de la Région, les justificatifs de dépenses liés à la mise en œuvre du programme d'actions listés en annexe 2.

ARTICLE 6 : PILOTAGE ET SUIVI DU PROGRAMME

Un comité de pilotage et un comité technique seront organisés par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération (voir annexe 1).

La structure de mise en œuvre s'engage à participer à ceux-ci sur demande de leurs membres.

ARTICLE 7 : EVALUATION DU PROGRAMME

Le programme SARE entrant dans le cadre des politiques publiques de rénovation énergétique, il fera l'objet d'une évaluation comme tel.

A ce titre, la structure de mise en œuvre s'engage à participer à l'évaluation du programme SARE et à répondre à toutes demandes, notamment en :

- fournissant tous les éléments quantitatifs nécessaires à termes d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie, de bénéfices techniques, économiques, sociaux et environnementaux du programme SARE ;
- répondant aux enquêtes par questionnaire (en ligne) et en participant à toute session, réunion, entretien, conférence, échange abordant la conduite du programme SARE et ses résultats.

ARTICLE 8 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Concernant les informations à caractère personnel transmises par le bénéficiaire principal, pour l'exécution de la Convention, la Région s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

La structure de mise en œuvre dispose d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui la concernent, sous réserve que l'exercice de ces droits ne compromette pas l'exécution, le suivi et le contrôle de la Convention.

Les outils numériques développés par l'ADEME pour le déploiement du programme SARE fonctionnent conformément au cadre juridique défini par la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Dans l'hypothèse où la structure de mise en œuvre souhaite développer d'autres outils numériques, il lui appartient de s'assurer de leur conformité à ce cadre juridique.

Article 9 — Avenants

Le contenu de la présente convention peut être modifié par avenant qui sera signé des différentes Parties à la présente convention.

Article 10— Reversements et résiliation

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Dans cette hypothèse, les conventions d'attribution de subvention en vigueur concernant ce signataire seront soldées au terme du préavis de six mois et pourront donner lieu à une demande de reversement de la part de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération si le niveau de réalisation d'une action est moindre que celui des avances et acomptes déjà versés pour réaliser cette action.

Article 11 – Litiges

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Grenoble.

Fait à Montélimar, en 2 exemplaires originaux, le

Envoyé en préfecture le 29/06/2023
Reçu en préfecture le 29/06/2023
Publié le
ID : 026-200040459-20230621-2023_06_21_600-DE



**Pour la Communauté d'Agglomération
Montélimar-Agglomération,**

Le Président

Julien CORNILLET

Pour le CEDER,

Le Président

Hervé JARDIN

Annexe 1 – Convention de partenariat entre EPCI**Convention fixant les conditions de portage du Service Public
de la Performance Energétique de l'Habitat
- AVENANT N°2 - année 3 -****ENTRE**

la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération, représentée par son Président Monsieur Julien CORNILLET, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du xxxxxxxx 2023.

Ci-après désignée CAMA,

la Communauté de communes Drôme Sud Provence, représentée par son Président Monsieur Jean-Michel CATELINOIS, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du xxxxxxxx 2023..

Ci-après désignée CCDSF

la Communauté de communes des Baronnie en Drôme Provençale, représentée par son Président Monsieur Thierry DAYRE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du xxxxxxxx 2023.

Ci-après désignée CCBDF

la Communauté de communes Dieulefit-Bourdeaux, représentée par sa Présidente Madame Fabienne SIMIAN, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du xxxxxxxx 2023.

Ci-après désignée CCDB

la Communauté de communes Enclave des Papes – Pays de Grignan, représentée par son Président Monsieur Patrick ADRIEN, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du xxxxxxxx 2023.

Ci-après désignée CCEPPG

Préambule

La Loi du 18/08/2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit la création du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) et de son portage par les EPCI. Ce SPPEH prend le relais des services précédemment assurés par les Espaces Information Energie (Sensibilisation et conseil) et par les Plateformes de la Rénovation (Accompagnement personnalisé des porteurs de projet) à destination des propriétaires de logements privés et du petit tertiaire privé.

L'article L232-1 du Code de l'énergie détermine que « le service public de la performance énergétique de l'habitat assure l'accompagnement des consommateurs souhaitant diminuer leur consommation énergétique. Il assiste les propriétaires et les locataires dans la réalisation des travaux d'amélioration de la performance énergétique de leur logement et leur fournit des informations et des conseils personnalisés. »

L'article L232-2 du même code prévoit que ce service public de la performance énergétique de l'habitat s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique portées par un ou plusieurs EPCI afin de couvrir l'ensemble du territoire national. Ces plateformes ont une mission d'accueil, d'information et de conseil du consommateur. Elles fournissent à ce dernier les informations techniques, financières, fiscales et réglementaires nécessaires à l'élaboration de son projet de rénovation. Les conseils fournis sont personnalisés, gratuits et indépendants. Ces plateformes peuvent favoriser la mobilisation des professionnels et des acteurs locaux en vue de mettre en place des actions favorisant la rénovation énergétique des logements.

Un travail conduit en 2020, coordonné par le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes, a acté la nécessité d'élargir le champ d'intervention des plateformes de la rénovation énergétique afin d'assurer une couverture la plus large possible pour l'ensemble des administrés de la Drôme et pouvoir mutualiser un service à une échelle intéressante. Ainsi, les Communautés de communes Drôme Sud Provence (CCDSP), Baronnies en Drôme Provençale (CCBDP), Dieulefit-Bourdeaux (CCDB) et Enclave des Papes – Pays de Grignan (CCEPPG) ont sollicité la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération (CAMA) afin d'assurer la gestion administrative du SPPEH et ont décidé de faire appel à un opérateur unique pour l'animation de ce service public.

Les intercommunalités signataires de la présente convention assurent le portage du SPPEH sur l'ensemble de leurs communes à compter du 1er janvier 2021 conformément à la loi de transition énergétique pour la croissance verte.

Afin de mutualiser le service, les cinq communautés ont décidé de mettre en place une convention de partenariat suite à la réponse groupée à l'AMI de la Région Auvergne-Rhône-Alpes portée administrativement par Montélimar-Agglomération.

Cette convention précise le rôle de chaque intercommunalité signataire, ses objectifs vis-à-vis du programme CEE SARE et le financement nécessaire à la mise en œuvre du SPPEH.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de confier la gestion administrative du SPPEH à la CAMA, pour le compte des intercommunalités signataires ci-dessus et de définir les engagements des différentes parties et plus particulièrement les modalités d'animation et de financement du programme.

ARTICLE 2 - Durée de la convention

La présente convention est établie pour 1 an à compter du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023, renouvelée 2 fois pour une durée totale de 3 ans.

ARTICLE 3 – Engagements de l'EPCI en charge de la gestion administrative

La CAMA assure la gestion administrative du SPPEH pour le compte des EPCI signataires à compter du 1^{er} janvier 2023 et ce jusqu'au 31 décembre 2023 et dans la limite des moyens accordés par la Région Auvergne Rhône Alpes.

Pour cela la CAMA est chargée :

- De signer la convention de partenariat avec le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes pour le compte des EPCI signataires après validation de son contenu par l'ensemble des intercommunalités,
- De signer la convention d'objectifs et de moyens avec l'opérateur du SPPEH pour le compte des EPCI signataires après validation de son contenu par l'ensemble des intercommunalités,
- De procéder au versement des subventions à l'opérateur, pour le compte des intercommunalités signataires, tel que défini dans la convention d'objectifs et de moyens, sous réserve de l'atteinte des objectifs,
- De procéder au versement de la subvention à destination de la CCDSP, pour les actions réalisées en interne, tel que défini à l'article 9,
- D'assurer l'animation du dispositif en réunissant les Comités de Pilotage et Comités Techniques conformément à l'article 5,
- De mobiliser l'ensemble des subventions et participations attendues dans le cadre de l'AMI de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
- De s'impliquer dans l'animation du réseau régional,
- De coordonner la communication à l'échelle du territoire.

La CAMA mettra à disposition des moyens humains, 0.2 ETP/an afin de mener ses missions dans les meilleures conditions. La prime régionale de regroupement perçue par Montélimar-Agglomération sera destinée à financer ces missions.

En cas de départ du/des agent(s), la CAMA s'engage à pourvoir au remplacement rapidement pour poursuivre les missions citées ci-dessus et ainsi honorer les engagements contractuels avec la Région pris dans ce cadre.

ARTICLE 4 – Engagements des intercommunalités signataires

Les intercommunalités signataires sont co-maîtres d'ouvrage et confient à la CAMA la gestion administrative du SPPEH.

Par voie de conséquence :

- elles mandatent la CAMA pour effectuer en leur lieu et place les missions décrites dans l'article 3,
- elles nomment un élu référent pour siéger au Comité de Pilotage,
- elles nomment un/des technicien(s) référent(s) pour participer au Comité Technique,
- elles s'assurent de la mise en œuvre opérationnelle du SPPEH sur leur territoire en lien direct avec l'opérateur,
- elles s'engagent à transmettre à la CAMA les indicateurs attendus par les financeurs pour leur territoire,

ARTICLE 5 - Modalités de gouvernance

Le Comité de pilotage est composé d'un élu référent pour chaque EPCI, nommé par leur intercommunalité. Chaque collectivité s'engage à communiquer les coordonnées de son élu référent à la CAMA ainsi que tout changement.

Le Comité de Pilotage se réunira au moins une fois par an et aussi souvent que nécessaire sur demande d'un de ses membres. Il sera seul décisionnaire de toute modification ou renouvellement de la présente convention. Ces décisions devront être validées par l'ensemble des Conseils Communautaires des collectivités signataires.

Le comité technique est composé d'au moins un référent technique par EPCI. Chaque collectivité s'engage à communiquer les coordonnées du/des référents techniques à la CAMA ainsi que tout changement. Le comité technique se réunira au moins 2 fois par an et aussi souvent que nécessaire sur demande d'un de ses membres. Il sera l'interlocuteur privilégié de l'opérateur unique, suivra la réalisation des missions de ce dernier et ses membres assureront les remontées d'informations auprès de la CAMA afin de pouvoir réaliser les demandes de paiement de la subvention régionale. Les indicateurs attendus sont détaillés à l'article 6 de la présente convention. Enfin, il définira avec l'opérateur unique les actions mutualisées de structuration et d'animation du secteur privé à mener dans la limite de l'enveloppe budgétaire prévue à l'article 7.

ARTICLE 6 – Contenu des missions du SPPEH

L'appel à manifestation d'intérêt proposé par la Région Auvergne Rhône Alpes s'articule autour de 5 axes :

- Axe 1 : Stimuler puis conseiller la demande
- Axe 2 : Accompagner les ménages
- Axe 3 : Accompagner le petit tertiaire privé
- Axe 4 : Mobiliser et animer l'ensemble des acteurs de l'offre (services des collectivités, artisans, banques, agences immobilières, notaires) impliqués dans les projets de rénovation
- Axe 5 : S'impliquer dans l'animation régionale

La mise en œuvre et l'organisation du service pourront être évolutives, tout changement sera débattu lors d'un Comité de Pilotage et validé par les conseils communautaires de chacune des parties.

Dans un souci de mutualisation et de qualité du service, les intercommunalités signataires décident de retenir un opérateur unique à l'échelle du territoire, de définir ensemble une stratégie unique de communication à destination des ménages et d'animation des acteurs privés. Cette stratégie unique permettra tout de même des adaptations locales afin de répondre aux besoins de chaque territoire.

Certaines missions seront donc réalisées par l'opérateur (voir article 7) et d'autres en régie par les collectivités (voir article 8).

Voici les objectifs prévisionnels définis pour la troisième année (2023) :

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 3						
DÉPENSES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Information de 1er niveau A1	810	500	560	280	141	2291
Information de 1er niveau A1 (€)	6 480,00 €	4 000,00 €	4 480,00 €	2 240,00 €	1 128,00 €	18 328,00 €
Conseil personnalisé aux ménages A2	610	430	470	250	124	1884
Conseil personnalisé aux ménages A2 (€)	30 500,00 €	21 500,00 €	23 500,00 €	12 500,00 €	6 200,00 €	94 200,00 €
Conseil personnalisé aux copros A2	5	10	-	0	2	17
Conseil personnalisé aux copros A2 (€)	750,00 €	1 500,00 €	- €	- €	300,00 €	2 550,00 €
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	5 447,33 €	3 528,67 €	1 768,00 €	784,33 €	756,92 €	12 285,25 €
Forfait A1/A2	7 844,16 €	5 081,28 €	2 545,92 €	1 129,44 €	1 089,96 €	17 690,76 €
Autres dépenses	22 000,00 €	9 000,00 €			- €	31 000,00 €
Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)	73 021,49 €	44 609,95 €	32 293,92 €	16 653,77 €	9 474,88 €	176 054,01 €
Accompagnement des ménages A4	70	50	25	22	12	179
Accompagnement des ménages A4 (€)	35 000,00 €	30 000,00 €	15 000,00 €	13 200,00 €	7 200,00 €	100 400,00 €
Accompagnement des copros A4	2	2	2	2	2	10
Accompagnement des copros A4 (€)	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	30 000,00 €
Accompagnement des ménages BBC A4	2	1	0	1	1	5
Accompagnement des ménages BBC A4 (€)	800,00 €	400,00 €	- €	400,00 €	400,00 €	2 000,00 €
Accompagnement des copros BBC A4	0	1	0		0	1
Accompagnement des copros BBC A4 (€)	- €	1 200,00 €	- €	- €	- €	1 200,00 €
Sous Total Axe 2 (Accompagner les ménages)	41 800,00 €	37 600,00 €	21 000,00 €	19 600,00 €	13 600,00 €	133 600,00 €
Information de 1er niveau B1	3	3	2	5	1	14
Information de 1er niveau B1 (€)	150,00 €	150,00 €	100,00 €	250,00 €	50,00 €	700,00 €
Conseil personnalisé aux entreprises B2	3	3	2	2	1	11
Conseil personnalisé aux entreprises B2 (€)	1 800,00 €	1 800,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	600,00 €	6 600,00 €
Sensibilisation, communication, animation petit tertiaire C2	2 178,93 €	1 411,47 €	707,20 €	313,73 €	302,77 €	4 914,10 €
Sous Total Axe 3 (Accompagner le petit tertiaire privé)	4 128,93 €	3 361,47 €	2 007,20 €	1 763,73 €	952,77 €	12 214,10 €
Structurer et animer les acteurs privés C3	6 536,80 €	4 234,40 €	2 121,60 €	941,20 €	908,30 €	14 742,30 €
Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et pr	6 536,80 €	4 234,40 €	2 121,60 €	941,20 €	908,30 €	14 742,30 €
Sous Total Axe 5 (s'impliquer dans l'animation régionale)	2 500,00 €	- €				2 500,00 €
Gestion administrative / Reporting opérateur	900,00 €	- €				900,00 €
Gestion administrative	9 568,00 €	- €				9 568,00 €
TOTAL DEPENSES	138 455,22 €	89 805,82 €	57 422,72 €	38 958,70 €	24 935,95 €	349 578,41 €

ARTICLE 7 – Contenu des missions confiées à l'opérateur unique

Certaines missions seront réalisées par l'opérateur et feront l'objet d'un conventionnement avec la CAMA :

RECETTES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Prime Région 2022	29 393,52 €	16 514,16 €	8 274,24 €	3 670,68 €	3 542,37 €	61 394,97 €
Sous Total Prime Région	29 393,52 €	16 514,16 €	8 274,24 €	3 670,68 €	3 542,37 €	61 394,97 €
A1	3 240,00 €	2 000,00 €	2 240,00 €	1 120,00 €	564,00 €	9 164,00 €
A2 (1)	15 250,00 €	10 750,00 €	11 750,00 €	6 250,00 €	3 100,00 €	47 100,00 €
A2 (2)	375,00 €	750,00 €	- €	- €	150,00 €	1 275,00 €
C1	825,00 €	500,00 €	600,00 €	125,00 €	125,00 €	2 175,00 €
Forfait A1/A2	3 922,08 €	2 540,64 €	1 272,96 €	564,72 €	544,98 €	8 845,38 €
A4 (1)	17 500,00 €	15 000,00 €	7 500,00 €	6 600,00 €	3 600,00 €	50 200,00 €
A4 (2)	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €
A4 (3)	400,00 €	200,00 €	- €	200,00 €	200,00 €	1 000,00 €
A4 (4)	- €	600,00 €	- €	- €	- €	600,00 €
B1	75,00 €	75,00 €	50,00 €	125,00 €	25,00 €	350,00 €
B2	900,00 €	900,00 €	600,00 €	600,00 €	300,00 €	3 300,00 €
C2	150	472,84245	236,912	0	101,4268333	961,18 €
C3	500,00 €	1 693,76 €	848,64 €	376,48 €	363,32 €	3 782,20 €
Sous Total SARE	46 137,08 €	38 482,24 €	28 098,51 €	18 961,20 €	12 073,73 €	143 752,76 €
Sous Total Prime Région + CEE SARE	75 530,60 €	54 996,40 €	36 372,75 €	22 631,88 €	15 616,10 €	205 147,73 €
Participation EPCI 2023	17 643,56 €	21 968,08 €	19 824,27 €	15 290,52 €	8 531,36 €	83 257,79 €
Sous Total Collectivité locale	17 643,56 €	21 968,08 €	19 824,27 €	15 290,52 €	8 531,36 €	83 257,79 €
TOTAL	93 174,16 €	76 964,48 €	56 197,02 €	37 922,40 €	24 147,45 €	288 405,52 €

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 3						
DÉPENSES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Information de 1er niveau A1	810	500	560	280	141	2291
Information de 1er niveau A1 (€)	6 480,00 €	4 000,00 €	4 480,00 €	2 240,00 €	1 128,00 €	18 328,00 €
Conseil personnalisé aux ménages A2	610	430	470	250	124	1884
Conseil personnalisé aux ménages A2 (€)	30 500,00 €	21 500,00 €	23 500,00 €	12 500,00 €	6 200,00 €	94 200,00 €
Conseil personnalisé aux copros A2	5	10	-	-	2	17
Conseil personnalisé aux copros A2 (€)	750,00 €	1 500,00 €	- €	- €	300,00 €	2 550,00 €
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	1 650,00 €	1 000,00 €	1 200,00 €	250,00 €	250,00 €	4 350,00 €
Forfait A1/A2	7 844,16 €	5 081,28 €	2 545,92 €	1 129,44 €	1 089,96 €	17 690,76 €
Autres dépenses						- €
Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)	47 224,16 €	33 081,28 €	31 725,92 €	16 119,44 €	8 967,96 €	137 118,76 €
Accompagnement des ménages A4	70	50	25	22	12	179
Accompagnement des ménages A4 (€)	35 000,00 €	30 000,00 €	15 000,00 €	13 200,00 €	7 200,00 €	100 400,00 €
Accompagnement des copros A4	2	2	2	2	2	10
Accompagnement des copros A4 (€)	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	30 000,00 €
Accompagnement des ménages BBC A4	2	1	-	1	1	5
Accompagnement des ménages BBC A4 (€)	800,00 €	400,00 €	- €	400,00 €	400,00 €	2 000,00 €
Accompagnement des copros BBC A4		1				1
Accompagnement des copros BBC A4 (€)	- €	1 200,00 €	- €	- €	- €	1 200,00 €
Sous Total Axe 2 (Accompagner les ménages)	41 800,00 €	37 600,00 €	21 000,00 €	19 600,00 €	13 600,00 €	133 600,00 €
Information de 1er niveau B1	3	3	2	5	1	14
Information de 1er niveau B1 (€)	150,00 €	150,00 €	100,00 €	250,00 €	50,00 €	700,00 €
Conseil personnalisé aux entreprises B2	3	3	2	2	1	11
Conseil personnalisé aux entreprises B2 (€)	1 800,00 €	1 800,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	600,00 €	6 600,00 €
Sensibilisation, communication, animation petit tertiaire C2	300,00 €	945,68 €	473,824 €		202,854 €	19 22,362567
Sous Total Axe 3 (Accompagner le petit tertiaire privé)	2 250,00 €	2 895,68 €	1 773,82 €	1 450,00 €	852,85 €	9 222,36 €
Structurer et animer les acteurs privés C3	1 000,00 €	3 387,52 €	1 697,28 €	752,96 €	726,64 €	7 564,40 €
Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et pr	1 000,00 €	3 387,52 €	1 697,28 €	752,96 €	726,64 €	7 564,40 €
Gestion administrative / Reporting opérateur	900,00 €					900,00 €
TOTAL DEPENSES	93 174,16 €	76 964,48 €	56 197,02 €	37 922,40 €	24 147,45 €	288 405,52 €

L'opérateur s'engage à renseigner le nombre d'actes CEE SARE réalisés sur chaque territoire via l'outil SARENOV proposé par l'ADEME et effectuera des états récapitulatifs des dépenses pour les autres actions.

L'opérateur assurera un accueil des demandeurs par téléphone, mail et lors de permanences physiques sur l'ensemble du territoire. Les conditions de cet accueil seront définies dans chaque convention signée entre l'opérateur et les intercommunalités.

ARTICLE 8 – Contenu des missions réalisées en interne par les collectivités

Les collectivités réaliseront principalement les actions de communication et participeront aux actions de sensibilisation et d'animation du territoire selon les modalités ci-dessous :

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 3						
DÉPENSES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	3 797,33 €	2 528,67 €	568,00 €	534,33 €	506,92 €	7 935,25 €
Autres dépenses	22 000,00 €	9 000,00 €			- €	31 000,00 €
Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)	25 797,33 €	11 528,67 €	568,00 €	534,33 €	506,92 €	38 935,25 €
Sensibilisation, communication, animation petit tertiaire C2	1 878,93 €	465,79 €	233,38 €	313,73 €	99,91 €	2 991,74 €
Sous Total Axe 3 (Accompagner le petit tertiaire privé)	1 878,93 €	465,79 €	233,38 €	313,73 €	99,91 €	2 991,74 €
Structurer et animer les acteurs privés C3	5 536,80 €	846,88 €	424,32 €	188,24 €	181,66 €	7 177,90 €
Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et pr	5 536,80 €	846,88 €	424,32 €	188,24 €	181,66 €	7 177,90 €
Sous Total Axe 5 (s'impliquer dans l'animation régionale)	2 500,00 €	- €	- €	- €	- €	2 500,00 €
Gestion administrative	9 568,00 €					9 568,00 €
TOTAL DEPENSES	45 281,06 €	12 841,34 €	1 225,70 €	1 036,30 €	788,49 €	61 172,89 €

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 3						
RECETTES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Prime Région 2022	12 068,00 €	- €	- €	- €	- €	12 068,00 €
Sous Total Prime Région	12 068,00 €	- €	- €	- €	- €	12 068,00 €
C1	1 898,67 €	1 264,34 €	284,00 €	267,17 €	253,46 €	3 967,63 €
C2	939,46 €	232,89 €	116,68 €	156,86 €	49,95 €	1 495,87 €
C3	2 768,40 €	423,44 €	212,16 €	94,12 €	90,83 €	3 588,95 €
Sous Total SARE	5 606,53 €	1 920,67 €	612,85 €	518,15 €	394,25 €	9 052,44 €
Sous Total Prime Région + CEE SARE	17 674,53 €	1 920,67 €	612,85 €	518,15 €	394,25 €	21 120,44 €
Participation EPCI 2023	27 606,53 €	10 920,67 €	612,85 €	518,15 €	394,25 €	40 052,44 €
Sous Total Collectivité locale	27 606,53 €	10 920,67 €	612,85 €	518,15 €	394,25 €	40 052,44 €
TOTAL	45 281,06 €	12 841,34 €	1 225,70 €	1 036,30 €	788,49 €	61 172,89 €

Comme décrit à l'article 3, la CAMA assurera la gestion administrative principalement en régie.

ARTICLE 9 - Modalités financières

Le cofinancement des EPCI signataires versé à l'opérateur, le montant des primes régionales et des certificats d'économie d'énergie (CEE SARE) sont calculés en fonction des objectifs fixés sur chaque territoire, selon la répartition suivante (année 3) :

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 3						
RECETTES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL 2023
Prime Région 2022	41 461,52 €	16 514,16 €	8 274,24 €	3 670,68 €	3 542,37 €	73 462,97 €
Sous Total Prime Région	41 461,52 €	16 514,16 €	8 274,24 €	3 670,68 €	3 542,37 €	73 462,97 €
A1	3 240,00 €	2 000,00 €	2 240,00 €	1 120,00 €	564,00 €	9 164,00 €
A2 (1)	15 250,00 €	10 750,00 €	11 750,00 €	6 250,00 €	3 100,00 €	47 100,00 €
A2 (2)	375,00 €	750,00 €	- €	- €	150,00 €	1 275,00 €
C1	2 723,67 €	1 764,34 €	884,00 €	392,17 €	378,46 €	6 142,63 €
Forfait A1/A2	3 922,08 €	2 540,64 €	1 272,96 €	564,72 €	544,98 €	8 845,38 €
A4 (1)	17 500,00 €	15 000,00 €	7 500,00 €	6 600,00 €	3 600,00 €	50 200,00 €
A4 (2)	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €
A4 (3)	400,00 €	200,00 €	- €	200,00 €	200,00 €	1 000,00 €
A4 (4)	- €	600,00 €	- €	- €	- €	600,00 €
B1	75,00 €	75,00 €	50,00 €	125,00 €	25,00 €	350,00 €
B2	900,00 €	900,00 €	600,00 €	600,00 €	300,00 €	3 300,00 €
C2	1 089,46 €	705,73 €	353,6 €	156,86 €	151,38 €	2 457,05 €
C3	3 268,40 €	2 117,20 €	1 060,80 €	470,60 €	454,15 €	7 371,15 €
Sous Total SARE	51 743,61 €	40 402,91 €	28 711,36 €	19 479,35 €	12 467,97 €	152 805,21 €
Sous Total Prime Région + CEE SARE	93 205,13 €	56 917,07 €	36 985,60 €	23 150,03 €	16 010,34 €	226 268,18 €
Participation EPCI 2023	45 250,09 €	32 888,75 €	20 437,12 €	15 808,67 €	8 925,60 €	123 310,24 €
Sous Total Collectivité locale	45 250,09 €	32 888,75 €	20 437,12 €	15 808,67 €	8 925,60 €	123 310,24 €
TOTAL	138 455,22 €	89 805,82 €	57 422,72 €	38 958,70 €	24 935,95 €	349 578,41 €

Les participations attendues par les intercommunalités seront versées en fonction des modalités de paiement définies dans la convention avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Des demandes de subvention à la Région sont réalisées annuellement pour les 3 années de mise en œuvre du SPPEH par la CAMA pour l'animation et le fonctionnement du projet sur la base du budget prévisionnel annuel ci-dessus.

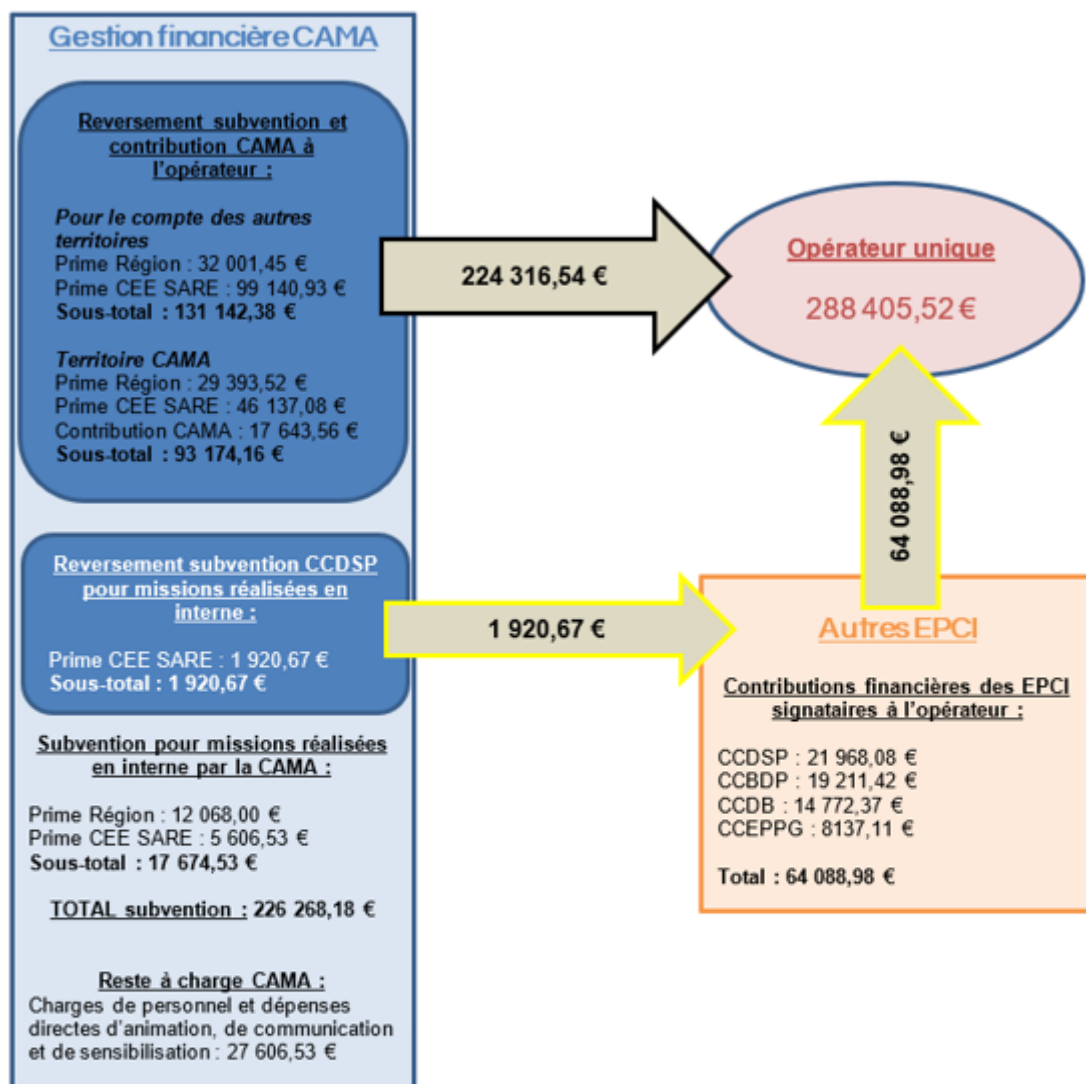
La subvention totale de la Région Auvergne Rhône-Alpes pour permettre la mise en œuvre du SPPEH Sud Drôme s'élève à 226 268,18 € (primes régionales + CEE SARE) pour la troisième année.

La CAMA est chargée de mobiliser l'ensemble des subventions et participations attendues après transmission des éléments demandés par les financeurs pour chaque EPCI signataire.

Dans le cas où le montant des subventions serait inférieur, le budget global sera revu à la baisse ainsi que les objectifs opérationnels afin de ne pas revenir sur l'autofinancement des intercommunalités.

Afin de s'inscrire dans le règlement financier de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la CAMA reversera à l'opérateur unique l'intégralité des subventions (hors territoire CCDSP) y compris pour les missions réalisées en régie par les

collectivités. Pour ces dernières, leurs montants seront déduits des contributions financières de chaque EPCI, selon le schéma de flux financier entre les différents acteurs ci-dessous :



ARTICLE 10 : Conditions de modification ou de résiliation de la convention

1 - Renouvellement de la convention

Tout renouvellement de la présente convention s'effectuera par voie d'avenant, après discussion et validation en comité de pilotage par l'ensemble des signataires.

2 - Modification de la convention

Toute modification des conditions d'exécution de la présente convention, jugée significative par l'une des parties, fera

l'objet d'un avenant, après discussion et validation en comité de pilotage par l'ensemble des signataires.

3 - Résiliation de la convention

Toute résiliation doit faire l'objet d'un préavis d'au moins 6 mois et être notifiée à toutes les parties.

Toute évolution du périmètre, et notamment du nombre d'EPCI participant au SPPEH conduira à une résiliation de la présente convention et à la signature d'une nouvelle convention qui définira le nouveau fonctionnement du SPPEH.

4 – Non atteinte des objectifs

En cas de non-atteinte des objectifs d'investissement de 0,50 € / habitant / an / 3 ans des collectivités territoriales du SPPEH Sud Drôme, les aides octroyées par la Région en année 3 pourront être écartées sur chaque EPCI en fonctions des résultats.

ARTICLE 11 : Modalités de règlement des litiges

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Grenoble, mais seulement après épuisement des voies amiables, par tout moyen, dans le respect du principe de loyauté et de bonne foi dans les rapports contractuels.

Fait en 5 exemplaires à

Le